



Communiqué de Presse

DATE : 15 février 2018

OBJET : Réponse à Monsieur Dreyfus

M. Louis Dreyfus, prenez vos responsabilités et payez votre distribution !

Les éditeurs indépendants de presse magazine à centre d'intérêt ne peuvent que s'insurger devant les propos scandaleux de M. Louis Dreyfus, président du directoire du groupe Le Monde et président de la Coopérative de Distribution des Quotidiens dans l'émission « L'instant M » de France Inter du 14 février 2018, tels que reportés aujourd'hui dans la Correspondance de la Presse.

La désinformation qu'il entretient depuis le début de « l'affaire Presstalis » – telle que nous avons décidé désormais de la nommer –, rejoint dans ses propos une condescendance inacceptable vis-à-vis des entreprises de presse qui constituent la majorité des volumes vendus et distribués dans le réseau de diffusion de la presse, et une part prépondérante du chiffre d'affaires des marchands spécialisés.

Ce ne sont pas les journaux de la presse quotidienne nationale, Le Monde, Le Figaro, Libération ou Les Echos, qui fournissent aux marchands de presse leurs marges. Déjà excessivement faibles, faute sans doute d'investissements leur permettant de rivaliser avec la santé des titres anglo-saxons ou allemands, les ventes de la PQN sont mises en déconfiture par leur propre concurrence, avec la diffusion gratuite dans les TGV et les avions de ligne, avec la diffusion gratuite de leurs informations sur Google ou leurs abonnements numériques bradés à 1 € !

Et ce sont bien les magazines, et parmi ceux-ci ceux qui savent s'adresser aux réels centres d'intérêt des lecteurs de presse, avec des périodiques à prix de vente élevés dont 80 % du chiffre d'affaires est réservé au réseau de la vente au numéro, qui constituent les ressources réelles et durable de la filière.

Sans cesse, M. Louis Dreyfus répète son mantra de l'intérêt pour les marchands de journaux et les petits éditeurs d'un sauvetage de Presstalis et d'une remise en cause de la loi Bichet, qui a assuré pourtant la prospérité de son groupe pendant 70 ans !

Ce discours est faux et manipulateur.

Nous interpellons M. Dreyfus, les propriétaires de son groupe, M. Xavier Niel et Mathieu Pigasse, et tous les acteurs industriels et financiers, actuels propriétaires de la presse quotidienne nationale.

Quand le mensonge va-t-il cesser ?



La presse quotidienne nationale va-t-elle enfin assumer de payer à son prix sa distribution ?

Perfusée de toute part par les subsides de l'Etat, au prétexte d'une pluralité de la presse d'information politique et générale dont l'argument est considérablement affaibli au regard de ses propres orientations vers la diffusion numérique des informations, la presse quotidienne nationale est un aujourd'hui un poste de coûts hors de proportion avec sa diffusion, dont le principal rôle est de maintenir un portefeuille publicitaire conséquent et une main-mise sur le réseau de distribution de la presse.

Le groupe Le Monde lui-même inonde à longueur d'année le réseau d'encyclopédies et de hors-séries thématiques, dont on peut douter qu'ils défendent réellement le principe démocratique d'une pluralité de la presse (Tintin, les Rolling Stones...) ! En pratique, ces productions opportunistes sont largement diffusées, sans assumer les mêmes barèmes de prix que les magazines, et bénéficient de traitements singulièrement favorables par les messageries, qui ne leur répercutent pas souvent le coût effectif de leur transport. Ces productions concurrencent aussi directement les magazines thématiques dont c'est la spécialité, alors que le quotidien porteur de la marque est offert ou bradé.

Autrefois puissante et structurante de la filière, mais désormais anodine et condamnée à brève échéance à disparaître, la diffusion de la presse quotidienne nationale imprimée doit être séparée du tronc commun de la filière, comme la presse quotidienne régionale l'a déjà été. Nous pourrions traiter alors d'égal à égal pour les publications magazines et hors presse que vous voudrez proposer dans NOTRE réseau.

La presse magazine indépendante a trop longtemps été mise à contribution de la PQN sous le prétexte d'une « solidarité de porte-monnaie », dont toutes les mesures adoptées par le Conseil Supérieur des Messageries de Presse depuis 2012 sont l'illustration scandaleuse en sa faveur.

M. Dreyfus, vous portez ainsi, avec vos confrères administrateurs de Presstalis, la responsabilité directe de la cessation de paiement de cette entreprise. Au contraire de vos affirmations, sa défaillance ne remet nullement en cause les fondements de la loi Bichet, la résilience certaine du réseau de distribution de la presse autour de vraies publications porteuses de valeur, ni la capacité de l'Etat à veiller au caractère démocratique de la diffusion de la pensée et de l'opinion.

Mais si vous insistez vraiment pour conserver cette structure moribonde, assumez avec vos patrons d'en renflouer les caisses et de payer enfin le vrai prix de votre distribution.

Mais ne nous demandez plus de payer pour vous !

Philippe LOISON
Président du SAEP